

CONVENTION CADRE DE MISE A DISPOSITION D'INSTALLATIONS SPORTIVES ET/OU DE LOCAUX DE LA VILLE D'AUBENAS A TITRE GRACIEUX

Préambule

La commune d'Aubenas possède des équipements sportifs et peut apporter son concours au développement, à la sensibilisation et à la pratique des activités physiques et sportives, en mettant ses locaux publics à disposition et à titre gracieux.

Seuls établissements privés ou publics Albenassiens ayant une vocation d'intérêt général et ayant des objectifs liés à l'inclusion sociale peuvent bénéficier de créneaux ponctuels à titre gracieux :

- établissements dits « spécialisés » accueillant les publics en situation de handicap,
- établissements hospitaliers,
- toute autre organisation œuvrant pour l'inclusion des personnes les plus éloignées de la pratique sportive inscrites dans un dispositif à vocation d'inclusion sociale.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition des locaux.

Entre les soussignés :

La **Ville d'Aubenas** représentée par son Maire, Monsieur **Jean-Yves MEYER**, agissant en qualité de Maire dûment mandaté par délibération N°74 du Conseil Municipal en date du 13 juin 2024, dénommée "la ville" dans la présente convention.

D'une part,

Et,

Dénomination :
Adresse :
Représenté par :
En qualité de
 Dénommé "l'utilisateur" dans la présente convention

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit,

ARTICLE 1 - OBJET

En vue de permettre à (utilisateur) l'organisation de
 ayant pour objectifs de, la ville met à disposition à titre précaire et gracieux la / les
 salles du site

ARTICLE 2 - CONDITIONS FINANCIERES

La ville met à disposition les locaux mentionnés dans l'article 1 à titre gracieux.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs fixés dans le cadre de la / les séances menées lors de l'occupation du site, toute cession de droits en résultant est interdite.

Accusé de réception en préfecture 007-210700191-20250407-DEL2025-074-DE Date de télétransmission : 09/04/2025 Date de réception préfecture : 09/04/2025
--

De même, l'utilisateur s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux (ou des équipements sportifs), objet de la présente convention et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit.

En aucun cas le matériel municipal ne devra être déplacé ou sorti de l'équipement ou même utilisé sans autorisation expresse du service des sports.

L'utilisateur devra jouir des locaux raisonnablement et devra après chaque utilisation veiller à les laisser dans un état correct de propreté.

En cas d'annulation de créneaux, il est indispensable d'en avertir le service des sports dans les plus brefs délais par téléphone.

ARTICLE 4 - LA SECURITE

La ville s'engage à maintenir un parfait état de fonctionnement et de sécurité de l'installation et/ou du local mis à disposition ainsi que du matériel lui appartenant.

En cas de dégradations, **l'utilisateur** devra supporter sans indemnisation possible la période d'indisponibilité éventuelle des locaux ou toutes contraintes inhérentes à la réalisation desdits travaux, notamment en supportant leurs coûts.

L'utilisateur reconnaît avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et s'engage à les respecter.

L'utilisateur s'engage à ce que le nombre de personnes admises dans l'installation ne dépasse pas l'effectif défini par la commission de sécurité.

Toute nécessité de dépassement de l'effectif devra être obligatoirement signalé à la ville qui décidera des suites à donner.

L'utilisateur s'engage à prendre connaissance du règlement intérieur et à le faire appliquer par les participants

L'utilisateur portera les activités sous son entière responsabilité.

La ville se dégage de toute responsabilité en cas de pratique libre d'activité des participants non encadrée, ainsi que dans le cas d'utilisation des locaux et des matériels non prévus par la présente convention. En l'absence de personnes responsables, aucun utilisateur ne sera admis sur les installations sportives.

En cas d'accident, la responsabilité de la ville ne pourra être engagée que pour un défaut de maintenance des seules et uniques installations dont elle est propriétaire. Il en est de même pour le matériel.

ARTICLE 5 - ASSURANCES

L'utilisateur s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation tant sur le bâtiment que sur le matériel. Pour se faire elle s'engage à souscrire une assurance contre tous risques locatifs et les risques d'incendie, vols, foudre bris de glace et dégâts des eaux dont elle communiquera une copie à la ville. Cette assurance devra être renouvelée pour autant que la convention est reconduite et copie adressée à la ville.

ARTICLE 6 - CONTROLES

Le contrôle de la bonne utilisation des locaux et du matériel mis à disposition et précisés à l'Article 1 de la présente convention seront assurés par les représentants de la ville dûment mandatés.

ARTICLE 7 - DUREE

Cette autorisation d'utilisation ponctuelle prend effet du**au** (**de****h à** **h**).

Accusé de réception en préfecture 007-210700191-20250407-DEL2025-074-DE Date de télétransmission : 09/04/2025 Date de réception préfecture : 09/04/2025
--

ARTICLE 8 - RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou d'une ou plusieurs clauses du contrat.

La résiliation sera automatique si, notamment, l'utilisateur ne respecte pas les conditions de mise à disposition du site et les règles liées à la sécurité cités à l'article 4 de la présente convention.

La résiliation se fera par une mise en demeure adressée par courrier recommandé avec AR.

La résiliation à la demande de l'association ne pourra être effective qu'à l'expiration d'un délai de 2 semaines après réception par la ville d'un courrier avec accusé de réception.

La résiliation à la demande de la ville ne pourra être effective qu'à l'expiration d'un délai de 2 semaines après réception par l'association de la mise en demeure.

ARTICLE 9 - ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 10 – PROTOCOLE SANITAIRE

L'association devra appliquer et faire respecter tout protocole sanitaire en vigueur (émanant du Gouvernement, Ministère des sports, Fédérations, Préfecture ou Municipalité) auprès de ses participants. En cas de non application et/ou non-respect, la ville pourra appliquer l'article 8 de la présente convention.

Fait à Aubenas, le

En 3 exemplaires.

L'utilisateur,

**Le Maire d'Aubenas,
Jean-Yves MEYER**